

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1949-1950

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Administrations publiques.

LANGUES.

Proposition de loi précisant et complétant la loi du 28 juin 1932, en ce qui concerne l'emploi des langues dans les administrations centrales de l'Etat et dans celles des services ou établissements publics dont l'activité s'étend à tout le pays.

S. 1949-1950, n° 55 : Proposition de M. Bouweraerts.

Proposition de loi précisant les termes « particuliers » et « habitants », figurant aux articles 6 et 7 de la loi du 28 juin 1932.

S. 1949-1950, n° 56 : Proposition de M. Bouweraerts.

Affaires Etrangères.

AVIATION.

Grèce.

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement Royal Belge et le Gouvernement Royal Hellénique, relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes, le 21 juin 1949.

S. 1949-1950, n° 163 : Exposé des motifs et projet de loi.

CONSEIL DE L'EUROPE.

Projet de loi portant approbation du Statut du Conseil de l'Europe, signé à Londres, le 5 mai 1949.

S. 1949-1950, n° 39 : Rapport de M. de la Vallée Poussin.

DOUANE.

Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye, le 24 mai 1949, additionnel à la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres, le 5 septembre 1944.

S. 1949-1950, n° 165 : Exposé des motifs et projet de loi.

DROIT COMMERCIAL.

Chèques.

Projet de loi concernant l'approbation des trois conventions relatives au chèque, conclues à Genève, le 19 mars 1931.

S. 1949-1950, n° 37 : Rapport de M. Ronse.

Affaires Etrangères (suite).

DROIT SYNDICAL.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa 31^e session.

S. 1949-1950, n° 115 : Exposé des motifs et projet de loi.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Luxembourg.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg, le 9 octobre 1948.

S. 1949-1950, n° 164 : Exposé des motifs et projet de loi.

Pays-Bas.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye, le 25 septembre 1948.

S. 1949-1950, n° 166 : Exposé des motifs et projet de loi.

MARINE.

Projet de loi portant approbation de la :

- a) Convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle, le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 28^e session ;
- b) Convention internationale concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navire, adoptée à Seattle, le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 28^e session ;
- c) Convention internationale concernant l'examen médical des gens de mer, adoptée à Seattle, le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 28^e session ;
- d) Convention internationale concernant les certificats de capacité de matelot qualifié, adoptée à Seattle, le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 28^e session.

S. 1949-1950, n° 119 : Exposé des motifs et projet de loi.

Affaires Etrangères (suite).**MARINE.**

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève, le 6 mars 1948.

S. 1949-1950, n° 118 : Exposé des motifs et projet de loi.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, des règles et des annexes, signées à Londres, le 10 juin 1948.

S. 1949-1950, n° 148 : Exposé des motifs et projet de loi.

METEOROLOGIE.

Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Organisation météorologique mondiale, des annexes, de l'acte final et du protocole concernant l'Espagne, signés à Washington, le 11 octobre 1947.

S. 1949-1950, n° 31 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 169 : Rapport de M. P. De Groot.

PECHE.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons, et les annexes, signées à Londres, le 5 avril 1946.

S. 1949-1950, n° 32 : Exposé des motifs et projet de loi.

TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie (n° 89) adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa 31^e session.

S. 1949-1950, n° 117 : Exposé des motifs et projet de loi.

Agents de renseignements et d'action. — Voir : GUERRE.

Agriculture.**PRETS AGRICOLES.**

Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles.

S. 1949-1950, n° 170 : Exposé des motifs et projet de loi.

Allocations aux avocats stagiaires. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Assistance aux indigents.

Allocations compensatoires. — Voir : TRAVAIL.

Allocations familiales. — Voir : TRAVAIL.

Voir aussi : ASSURANCES SOCIALES : Sécurité Sociale.

Armée.

Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

S. 1949-1950, n° 133 : Exposé des motifs et projet de loi.

Armée (suite).

Projet de loi accordant des avantages aux officiers et sous-officiers mis à la retraite par suite du rajeunissement des cadres de l'armée.

S. 1949-1950, n° 207 : Exposé des motifs et projet de loi.

ARMEE SECRETE.

Proposition de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée Secrète et rétablissant son statut.

S. 1949-1950, n° 42 : Rapport de M. De Groot (H.).

— — n° 107 : Amendements du Gouvernement.

— — n° 134 : Sous-amendement du Gouvernement.

— — n° 173 : Rapport complémentaire de M. De Groot (H.).

— — n° 177 : Sous-amendements de M. Mazereel et consorts aux amendements du Gouvernement.

JURIDICTIONS MILITAIRES.**Cassation.**

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

S. 1949-1950, n° 130 : Exposé des motifs et projet de loi.

Proposition de loi abrogeant les arrêtés-lois du 8 juin 1940 et du 19 octobre 1944 relatifs à l'exercice du pourvoi en cassation contre les arrêts et jugements rendus par la juridiction militaire.

S. 1949-1950, n° 9 : Proposition de M. Struye.

MILICE.

Projet de loi portant des dispositions dérogatoires à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937.

S. 1949-1950, n° 180 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 188 : Rapport de M. Leynen.

Armée Secrète. — Voir : ARMEE.

Assistance aux indigents. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Assurances sociales.**MALADIE-INVALIDITE.**

Proposition de loi tendant à garantir le bon fonctionnement de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

S. 1949-1950, n° 54 : Proposition de M. Troclet.

OUVRIERS MINEURS.**Pensions de retraite.**

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

S. 1949-1950, n° 209 : Proposition de M. Van Laerhoven.

REEQUIPEMENT MENAGER.

Projet de loi étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au rééquipement ménager.

S. 1949-1950, n° 84 : Rapport de M. Jaspers.

Assurances sociales (suite).**SECURITE SOCIALE.**

Proposition de loi tendant à adapter le régime des allocations familiales au régime de la sécurité sociale.

S. 1949-1950, n° 104 : Proposition de M. Troclet.

SUPPLEMENT DE PENSION.

Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

S. 1949-1950, n° 95 : Proposition de M. Glineur.

Aviation. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

B**Banques.**

Projet de loi relatif à la transformation des banques constituées sous forme d'union du crédit ou de société coopérative.

S. 1949-1950, n° 40 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 75 : Rapport de M. Schot.

Baux à loyer. — Voir : DROIT CIVIL.

Bénéfices exceptionnels. — Voir : IMPOTS.

Budgets.**EXERCICE 1950.***Affaires Etrangères et Commerce Extérieur.*

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-IX : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 204 : Rapport du Comte d'Aspremont Lynden.

Communications.

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XV : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 139 : Amendement du Gouvernement.
— — n° 201 : Amendement du Gouvernement.

Défense Nationale.

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-X : Projet du Gouvernement et tableaux. + Errata.
— — n° 108 : Amendement de M. Doutrepoint et consorts.
— — n° 141 : Rapport du Baron Nothomb.

Budgets (suite).**EXERCICE 1950.***Finances.*

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XXI : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 196 : Rapport de M. Ronse.
— — n° 211 : Amendement du Gouvernement.

Gendarmerie.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XI : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 144 : Rapport de M. Baert.

Justice.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-VII : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 140 : Amendement du Gouvernement.
— — n° 206 : Amendement du Gouvernement.

Reconstruction.

Budget du Ministère de la Reconstruction pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XVII : Projet du Gouvernement et tableaux.
— — n° 197 : Rapport de M. Derbaix.

Santé Publique et Famille.

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XX : Projet du Gouvernement et tableaux.

Travaux Publics.

Budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-XVI : Projet du Gouvernement et tableaux + Errata.
— — n° 203 : Rapport de M. Van den Storme.

Voies et Moyens.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1950.

S. 1949-1950, n° 5-I : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 215 : Amendements du Gouvernement.

C

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Crédit professionnel.

Casier civil. — Voir : DROIT CIVIL.

Cassation contre les jugements de la juridiction militaire. — Voir : ARMÉE : Juridictions militaires.

Chambres législatives. — Sénat.**LISTES.**

- S. 1949-1950, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.
 — — n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 — — n° 3 : Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.
 — — n° 4 : Liste des Commissions permanentes.
 — — n° 219 : Liste des projets et propositions de loi considérés comme non venus par suite de la dissolution des Chambres (loi du 1^{er} juillet 1893).

PETITIONS.

- S. 1949-1950, n° 152 : Pétitions sur lesquelles la Commission a statué (feuilleton n° 1).

POURSUITES.

Poursuites pénales engagées contre le Sénateur Hubert De Groote.

- S. 1949-1950, n° 13 : Rapport de M. Vermeylen.

REGLEMENT.

Revision du Règlement : Proposition de modification des articles 15 et 57.

- S. 1949-1950, n° 110 : Proposition de M. Van Eyndonck.

Charbonnages. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.**Chasse.**

Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

- S. 1949-1950, n° 105 : Proposition de M. De Vocht.

Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 1882, modifiée par la loi du 4 avril 1900, sur la chasse et la destruction des lapins sauvages.

- S. 1949-1950, n° 167 : Proposition de M. Van Peteghem.

Chèques. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Droit commercial.

Voir aussi : DROIT COMMERCIAL.

Cinéma. — Voir : ENFANCE.**Code Pénal. — Voir : DROIT PENAL.****Commerce et Industrie.****CHARBONNAGES.**

Projet de loi modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages, ainsi que l'Institut national de l'Industrie charbonnière.

- S. 1949-1950, n° 112 : Rapport de M. Van Houtte.

CREDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

- S. 1949-1950, n° 7 : Exposé des motifs et projet de loi.

Commerce et industrie (suite).**OFFICE NATIONAL DE LA COOPERATION BELGE.**

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération Belge.

- S. 1949-1950, n° 22 : Proposition de M. Van Belle.

ORGANISATION DE L'ECONOMIE.

Projet de loi complétant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

- S. 1949-1950, n° 145 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 182 : Amendement de MM. Bossaert et Catteau.

— — n° 195 : Rapport de M. Van Buggenhout.

Commission d'appel pour personnes frappées de sanctions administratives à cause de leur comportement pendant la guerre. — Voir : EPURATION CIVIQUE : Appel.**Communes.****FONDS DES COMMUNES.**

Exécution de l'article unique de la loi du 23 juin 1938 rétablissant l'article 7 de la loi du 19 juillet 1922 instituant un fonds des communes, ce dernier article 7 ayant été abrogé par le 7^o de l'arrêté royal du 14 août 1933.

- S. 1949-1950, s. n. : Rapport du Gouvernement.

LOI COMMUNALE.**Secrétaires communaux.**

Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

- S. 1949-1950, n° 27 : Proposition de M. De Man.

Traitements des bourgmestres et échevins.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi communale.

- S. 1949-1950, n° 172 : Proposition de M. Vermeylen.

Comptabilité de l'Etat. — Voir : FINANCES.**Congé payé. — Voir : TRAVAIL : Vacances.****Conseil de l'Europe. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.****Conseil national des charbonnages. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbonnages.****Conseils de Prud'hommes. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.****Conseils provinciaux. — Voir : PROVINCES : Loi provinciale.****Constitution. — Voir : DROIT CONSTITUTIONNEL.****Consultation populaire. — Voir : ROI ET FAMILLE ROYALE.**

Contribution nationale de crise. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Conventions. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Coopération (Office national de). — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Crédit à l'outillage artisanal. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Crédit professionnel.

Crédits provisoires. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Cultes.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi modifiant la loi du 8 mars 1948 fixant les traitements des ministres du culte catholique.

S. 1949-1950, n° 91 : Proposition de M. Lohest.
— — n° 179 : Rapport de M. Struye.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique.

S. 1949-1950, n° 158 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 179 : Rapport de M. Struye.

D

Décès. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Déclaration du Roi. — *Voir* : ROI ET FAMILLE ROYALE.

Décoration artistique. — *Voir* : TRAVAUX PUBLICS.

Dentistes (diplômes). — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Dépens en matière pénale. — *Voir* : DROIT PENAL.

Détention préventive. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Dispositif de certains jugements (transcription). — *Voir* : DROIT CIVIL : Etat civil : Registres.

Dommages de guerre. — *Voir* : GUERRE.

Douanes. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Douanes et Accises. — *Voir* : IMPOTS.

Droit civil.

BAUX A LOYER.

Projet de loi modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Nouveau titre : Projet de loi prorogeant et modifiant les

Droit civil (suite).

lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1949-1950, n° 45 : Rapport de M. Lohest.
— — n° 46 : Amendement de M. Clynmans.
— — n° 47 : Amendement de M. Van Laeys.
— — n° 50 : Amendements de M. Noël et consorts.
— — n° 57 : Amendement de M. Struye et amendement de M. George.
— — n° 68 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.
— — n° 76 : Rapport de M. Lohest.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1949-1950, n° 58 : Exposé des motifs et projet de loi

CASIER CIVIL.

Incapacité de disposer.

Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publicité de l'incapacité de disposer.

S. 1949-1950, n° 34 : Proposition de M. Lagae.

ETAT CIVIL.

Registres.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements.

S. 1949-1950, n° 194 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

FONDS DE COMMERCE.

Projet de loi sur la protection du fonds de commerce.

Nouveau titre : Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

S. 1949-1950, n° 36 : Rapport complémentaire de M. Lohest.
— — n° 41 : Amendements du Gouvernement au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
— — n° 43 : Amendements de M. Boulanger et consorts au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
— — n° 44 : Amendements de M. Kluyskens au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
— — n° 51 : Amendements de Mme Ciselet et M. Moureaux au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
— — n° 61 : Amendement de M. Van Steenberge.
— — n° 62 : Amendement de M. Van Steenberge et consorts.
— — n° 63 : Amendements de M. Van Houtte.
— — n° 64 : Amendements de M. Coulonvaux au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
— — n° 65 : Amendement de M. Van Steenberge.

Droit civil (suite).**FONDS DE COMMERCE.**

- — n° 66 : Amendement du Gouvernement au texte des Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.
- — n° 67 : Amendement de M. Ancot.
- — n° 69 : Amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.
- — n° 70 : Amendement de M. Tobback.
- — n° 71 : Amendement de M. Lagae.
- — n° 79 : Amendement de M. Van Steenberge.
- — n° 83 : Sous-amendement de M. Derbaix à l'amendement de M. Van Steenberge.
- — n° 93 : Amendement de M. Rolin.
- — n° 96 : Amendements de M. Coulonvaux.
- — n° 111 : Amendement de M. Clynmans.
- — n° 113 : Sous-amendement de MM. Rolin et Servais à l'amendement de M. Boulanger.
- — n° 116 : Amendement de M. Ancot.
- — n° 121 : Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement du Gouvernement.
- — n° 122 : Sous-amendement de M. Kluyskens à l'amendement du Gouvernement.
- — n° 123 : Amendement de M. Coulonvaux.
- — n° 125 : Amendement de M. Coulonvaux.
- — n° 126 : Amendements du Gouvernement.
- — n° 127 : Amendement de M. George.
- — n° 128 : Amendement de M. George.
- — n° 129 : Amendement de M. Van Steenberge.
- — n° 136 : Amendement de M. Coulonvaux et consorts.
- — n° 137 : Amendement de M. Rolin.
- — n° 143 : Amendement de M. Coulonvaux et consorts.
- — n° 147 : Amendement subsidiaire de M. Van Steenberge et consorts.
- — n° 155 : Amendement de M. Clynmans au texte de la Commission.
- — n° 161 : Amendement du Gouvernement.
- — n° 162 : Texte adopté au premier vote.
- — n° 214 : Second rapport complémentaire de M. Lohest.

Droit commercial.**CHEQUES.**

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

S. 1949-1950, n° 38 : Rapport de M. Rouse.

SOCIETES.

Sociétés belges exploitant en Russie.

Projet de loi prorogeant à nouveau l'existence légale des sociétés belges exploitant en Russie.

S. 1949-1950, n° 23 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 49 : Rapport de M. Rolin.

SOCIETES ANONYMES.

Proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.

S. 1949-1950, n° 25 : Proposition de M. Struye.

Droit commercial (suite)**SOCIETES COMMERCIALES.***Titres.*

Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 7 juin 1949 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et portant certaines dispositions en relation avec l'échange des titres prévu par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

S. 1949-1950, n° 59 : Exposé des motifs et projet de loi.

Droit commercial. — *Voir aussi* : AFFAIRES ETRANGERES.

Droit constitutionnel.**IMPOSSIBILITE DE REGNER.**

Proposition de loi portant abrogation de la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution.

S. 1949-1950, n° 15 : Proposition du baron de Dorlodot.
— — n° 109 : Rapport de M. Ancot.

Projet de résolution tendant à l'exécution de l'article unique de la loi du 19 juillet 1945.

S. 1949-1950, n° 102 : Projet de résolution du baron de Dorlodot.

Proposition de résolution tendant à la convocation immédiate des Chambres réunies, aux fins de prendre une délibération constatant que l'impossibilité de régner est pris fin.

S. 1949-1950, n° 216 : Proposition de résolution de M. Struye.

Droit pénal.**CODE PENAL.**

Projet de loi modifiant l'article 9 du Code pénal.

S. 1949-1950, n° 217 : Rapport de M. Coulonvaux.

DEPENS.

Projet de loi relatif aux dépens et avances de frais en matière pénale.

S. 1949-1950, n° 193 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.
— — n° 212 : Rapport de M. Kluyskens.

Droit public.**INCOMPATIBILITÉS.**

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

S. 1949-1950, n° 8 : Proposition du comte de la Barre d'Erquennes.

— — n° 89 : Rapport de M. Derbaix.

— — n° 94 : Amendements de M. Schot au texte des Commissions réunies de la Justice et de l'Intérieur.

Droit public (suite).**INCOMPATIBILITÉS.**

- — n° 120 : Rapport complémentaire de M. Derbaix.
- — n° 142 : Amendements du Gouvernement au texte des Commissions réunies de la Justice, de l'Intérieur et de l'Instruction Publique.
- — n° 168 : Second rapport complémentaire de M. Derbaix.
- — n° 174 : Amendement de M. Van Remoortel.
- — n° 175 : Amendements de M. Baur.
- — n° 176 : Texte adopté au premier vote.
- — n° 181 : Troisième rapport complémentaire de M. Derbaix.

Droit syndical. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Droits d'entrée. — Voir : IMPOTS : Douanes et Accises.

Droits de succession. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects.

E

Economie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Organisation de l'économie.

Enfance.**CINEMAS.**

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

S. 1949-1950, n° 60 : Proposition de la baronne della Faille d'Huyssse.

Enseignement.**ENSEIGNEMENT MOYEN.**

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen.

- S. 1949-1950, n° 86 : Proposition de M. Harmegnies.
- — n° 189 : Rapport de M. Mazereel.
- — n° 198 : Amendement de M. Baur.
- — n° 202 : Amendement de M. Baur et consorts.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.**Nominations.**

Proposition de loi concernant la nomination des instituteurs et institutrices des écoles publiques.

S. 1949-1950, n° 82 : Proposition de M. Bouilly.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**Dentistes.**

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible.

S. 1949-1950, n° 218 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

Enseignement (suite).**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.****Traitements.**

Proposition de loi modifiant la loi du 25 février 1948, concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat.

- S. 1949-1950, n° 48 : Proposition de M. Crommen.
- — n° 159 : Rapport de M. Catteau.

Epuracion civique.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique.

Nouveau titre : Projet de loi modifiant la procédure en matière d'épuration civique.

- S. 1949-1950, n° 101 : Rapport de M. Ancot.
- — n° 151 : Amendement de M. Ronse au texte de la Commission.
- — n° 156 : Amendements de M. Custers.
- — n° 157 : Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement de M. Ronse.

APPEL.

Proposition de loi créant une Commission d'appel pour les personnes frappées de sanctions administratives à cause de leur comportement durant la guerre.

S. 1949-1950, n° 26 : Proposition de M. de la Vallée Pous-sin.

Etat civil. — Voir : DROIT CIVIL.

Etrangers.

Projet de loi sur la police des étrangers.

S. 1949-1950, n° 21 : Exposé des motifs et projet de loi.

Expropriations. — Voir : PROCEDURE CIVILE.

F**Finances.****COMPTABILITE DE L'ETAT.**

Projet de loi de finances pour l'exercice 1950.

- S. 1949-1950, n° 73 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- — n° 74 : Rapport de M. De Smet (P.).

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

S. 1949-1950, n° 88 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1950 et reportant au 30 juin 1950 la clôture des opérations de recettes et de dépenses relatives à l'exercice 1949.

- S. 1949-1950, n° 199 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- — n° 200 : Rapport de M. De Smet (P.).

Fonds de commerce. — Voir : DROIT CIVIL.

Fonds des Communes. — Voir : COMMUNES.

Fonds national du logement. — Voir : HABITATIONS.

Fournitures à l'ennemi. — Voir : IMPOTS : Bénéfices exceptionnels.

Frais de justice. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Frontaliers. — Voir : MOTIONS D'ORDRE : Bouilly.

G

Gens de mer. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Marine.

Greffiers (traitements). — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Traitements.

Guerre.

AGENTS DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION.

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 16 février 1946, relatif aux agents de renseignements et d'action.

S. 1949-1950, n° 184 : Proposition de M. Allard.

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi relatif aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.

S. 1949-1950, n° 6 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 16 : Rapport du baron Orban de Xivry.
— — n° 17 : Amendement de M. Boulanger.

H

Habitations.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès à la propriété par les personnes de condition modeste exclues du bénéfice de la loi sur les habitations à bon marché.

S. 1949-1950, n° 30 : Proposition de M. Descampe.

FONDS NATIONAL DU LOGEMENT.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant un fonds national du logement.

S. 1949-1950, n° 160 : Proposition de M. Ronse.

Honoraires. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Frais de justice.

Huiles minérales. — Voir : IMPOTS : Douanes et Accises.

I

Immunité parlementaire. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES — SENAT : Poursuites.

Impossibilité de régner. — Voir : DROIT CONSTITUTIONNEL : Article 82.

Voir aussi : ROI ET FAMILLE ROYALE.

Impôt sur le capital. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Impôts.

BENEFICES EXCEPTIONNELS.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

S. 1949-1950, n° 33 : Proposition de M. Clynmans.

LOUANES ET ACCISES.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

S. 1949-1950, n° 11 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée.

S. 1949-1950, n° 99 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

S. 1949-1950, n° 100 : Rapport de M. Mullie.

Huiles minérales.

Projet de loi concernant le régime fiscal des huiles minérales.

S. 1949-1950, n° 97 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi modifiant les dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales, coordonnées le 27 décembre 1947.

S. 1949-1950, n° 87 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 98 : Rapport de M. Mullie.

IMPOTS DIRECTS.

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées.

(Ce projet a été disjoint du projet de loi apportant, pour l'exercice 1950, des modifications du montant de certains impôts sur les revenus et de la contribution nationale de crise.)

S. 1949-1950, n° 12 : Rapport de M. Ronse.

Projet de loi apportant, pour l'exercice 1950, des modifications du montant de certains impôts sur les revenus et de la contribution nationale de crise.

(Ce projet a été disjoint du projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées.)

S. 1949-1950, n° 14 : Rapport de M. Ronse.

— — n° 18 : Amendement de M. Harmegnies.

— — n° 19 : Amendements de M. Taillard.

— — n° 24 : Sous-amendement de M. Ancot et consorts à l'amendement présenté par la Commission à l'article 5bis.

Projet de loi modifiant, pour l'exercice 1949, le deuxième alinéa de l'article 13 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

S. 1949-1950, n° 205 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Impôts (suite).**IMPOTS DIRECTS.***Tracteurs agricoles.*

Projet de loi tendant à modifier la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs en ce qui concerne les tracteurs agricoles.

S. 1949-1950, n° 185 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

IMPOTS INDIRECTS.*Droits de succession.*

Proposition de loi complétant l'article 50 du Code des droits de succession.

S. 1949-1950, n° 81 : Proposition de M. Van Houtte.
— — n° 190 : Rapport de M. Schot.

Véhicules à moteur.

Projet de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

S. 1949-1950, n° 186 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Incapacité de disposer. — *Voir* : DROIT CIVIL : Casier civil.

Incompatibilités. — *Voir* : DROIT PUBLIC.

Indemnités (magistrats suppléants). — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

I. N. R.

Proposition de loi portant nouveau statut de la Radio-diffusion Nationale Belge.

S. 1949-1950, n° 90 : Proposition de M. Rongvaux.

Institut national de l'industrie charbonnière. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbonnages.

Interdictions. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Incompatibilités.

Invalidité. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Maladie-Invalidité.

J

Jugements. — *Voir* : DROIT CIVIL : Etat civil : Registres.

Juridictions militaires. — *Voir* : ARMÉE.

L

Langues. — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Voir aussi : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Listes. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Loi communale — *Voir* : COMMUNES.

Loi provinciale. — *Voir* : PROVINCES.

M

Magistrats (traitements). — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Traitements.

Maîtres d'études. — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement moyen.

Maladie-Invalidité. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Marine. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Météorologie. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Milice. — *Voir* : ARMÉE.

Mines.

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

Nouveau titre : Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et modifiées par l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

S. 1949-1950, n° 149 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 178 : Amendement du Gouvernement.
— — n° 191 : Rapport de M. De Winter.

Mineurs. — *Voir* : ENFANCE : Cinémas.

Mineurs (pensions de retraite). — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

N

Navires. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Nomination des instituteurs. — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement primaire.

Notariat.

Projet de loi relatif au régime organique du notariat.

S. 1949-1950, n° 53 : Rapport de M. Derbaix.
— — n° 153 : Amendement de M. Clynmans au texte de la Commission.

Projet de loi modifiant la loi du 25 Ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.

S. 1949-1950, n° 78 : Rapport de M. Moureaux.
— — n° 138 : Sous-amendement de M. Moreau de Melen et consorts à l'amendement de la Commission.
— — n° 154 : Sous-amendement de M. Clynmans au sous-amendement de M. Moreau de Melen et consorts.
— — n° 187 : Sous-amendement du Gouvernement à l'amendement de la Commission.

O

Office National de la Coopération Belge. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Organisation de l'économie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Organisation judiciaire.

ASSISTANCE AUX INDIGENTS.

Proposition de loi assurant des allocations aux avocats stagiaires du chef de l'assistance gratuite aux indigents.

S. 1949-1950, n° 29 : Proposition de M. Taillard.

DETENTION PREVENTIVE.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

S. 1949-1950, n° 28 : Proposition de M. Struye.

FRAIS DE JUSTICE.

Projet de loi relatif à la tarification et au mode de liquidation des honoraires et des frais en matière judiciaire et extra-judiciaire.

S. 1949-1950, n° 131 : Exposé des motifs et projet de loi.

LANGUES.

Proposition de loi modifiant l'article 28 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

S. 1949-1950, n° 10 : Proposition de M. Struye.

— — n° 135 : Rapport de M. Moreau de Melen.

MAGISTRATS SUPPLEANTS.

Indemnités.

Proposition de loi complétant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants, remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

S. 1949-1950, n° 106 : Proposition de M. Lagae.

— — n° 146 : Rapport de M. Ronse.

Cette proposition est jointe à une proposition de M. Lagae interprétant l'article 3 de la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix, modifiée par celle du 1^{er} juin 1949.

Les deux propositions sont adoptées sous le titre :

Projet de loi remplaçant l'article 228 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, et l'article 229 de la même loi, modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1933, abrogeant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, interprétant l'article 3 de la loi du 1^{er} juin 1949, modifiant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire.

PRUD'HOMMES.

Projet de loi prorogeant le mandat des membres élus des conseils de prud'hommes.

S. 1949-1950, n° 85 : Rapport de M. Neels.

— — n° 92 : Amendement de M. Levecq.

Proposition de loi complétant la loi du 18 mars 1950 modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.

S. 1949-1950, n° 213 : Proposition de M. Rolin.

Organisation judiciaire (suite).

TRAITEMENTS.

Proposition de loi interprétant l'article 3 de la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix, modifiée par celle du 1^{er} juin 1949.

S. 1949-1950, n° 35 : Proposition de M. Lagae.

— — n° 146 : Rapport de M. Ronse.

A cette proposition est jointe une proposition de loi de M. Lagae complétant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants, remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

Les deux propositions sont adoptées sous le titre :

Projet de loi remplaçant l'article 228 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, et l'article 229 de la même loi, modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1933 ; abrogeant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif ; interprétant l'article 3 de la loi du 1^{er} juin 1949, modifiant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire.

Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

S. 1949-1950, n° 20 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 77 : Rapport de M. Ronse.

— — n° 80 : Amendement de M. Doutrepoint.

Proposition de loi tendant à voir appliquer aux membres de l'ordre judiciaire, magistrats et greffiers, les augmentations de barème allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

S. 1949-1950, n° 77 : Rapport de M. Ronse.

Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

S. 1949-1950, n° 124 : Proposition de M. Lagae.

VACANCES.

Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire.

S. 1949-1950, n° 192 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

P

« **Particuliers** » et « **Habitants** ». — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Langues.

Pêche. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Pensions.**PENSIONS SPECIALES.**

Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.
S. 1949-1950, n° 171 : Proposition de M. Catteau.

Pensions de retraite. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Ouvriers mineurs.

Pensions de vieillesse. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Supplément de pension.

Police des étrangers. — *Voir* : ETRANGERS.

Poursuites. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Prêts agricoles. — *Voir* : AGRICULTURE.

Procédure civile.**EXPROPRIATIONS.**

Proposition de loi portant abrogation de l'arrêté-loi du 3 février 1947, relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté-loi du 10 février 1947, relatif à la réquisition d'immeubles ainsi qu'à la réquisition et à la réservation du matériel et des matériaux pour cause d'utilité publique.

S. 1949-1950, n° 103 : Proposition de M. Van Hemelrijck.

Propriété. — *Voir* : HABITATIONS.

Provinces.**LOI PROVINCIALE.***Conseils provinciaux.*

Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi provinciale.

S. 1949-1950, n° 183 : Proposition de M. Allard.

Q

Question royale. — *Voir* : ROI ET FAMILLE ROYALE : Consultation populaire.

Voir aussi : DROIT CONSTITUTIONNEL.

R

Rééquipement ménager (travailleurs agricoles). — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Règlement du Sénat. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Rente de vieillesse. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Supplément de pension.

Réquisitions. — *Voir* : PROCEDURE CIVILE : Expropriations.

Revenus (Impôts). — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Roi et Famille Royale.**CONSULTATION POPULAIRE.**

Consultation populaire du 12 mars 1950, au sujet de la Question royale.

S. 1949-1950, n° 208 : Communication de M. le Ministre de l'Intérieur en exécution de l'article 5 de la loi du 11 février 1950.

DECLARATION DU ROI.

S. 1949-1950, n° 210 : Déclaration du Roi.

Russie (Sociétés belges exploitant en Russie). — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés.

S

Sauvegarde de la vie humaine en mer. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Marine.

Secrétaires communaux. — *Voir* : COMMUNES : Loi communale.

Sécurité sociale. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Sociétés. — *Voir* : BANQUES.

Sociétés anonymes. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Sociétés belges exploitant en Russie. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés.

Sociétés commerciales. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. — *Voir* : TRANSPORTS.

Successions. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.

Syndicats. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Droit syndical.

T

Taxe de circulation. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.

Titres (échange). — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés commerciales.

Titres (sociétés anonymes). — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés anonymes.

Tracteurs agricoles. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Traitements des bourgmestres et échevins. — *Voir* : COMMUNES : Loi communale.

Traitements des membres de l'Ordre judiciaire. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Traitements des ministres du culte catholique. — *Voir* : CULTES.

Traitements du personnel enseignant des Universités de l'Etat. — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Transports.

S.N.C.F.B.

Proposition de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926, créant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

S. 1949-1950, n° 72 : Proposition de M. Vreven.

Travail.

ALLOCATIONS COMPENSATOIRES.

Projet de loi rendant définitives et incorporant dans la rémunération des travailleurs, les majorations de salaire prévues par la loi du 6 juillet 1948, octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

S. 1949-1950, n° 150 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi instituant un contrôle unique et généralisé dans le domaine des allocations familiales.

S. 1949-1950, n° 52 : Proposition de M. Troclet.

VACANCES.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés.

S. 1949-1950, n° 132 : Proposition de M. Schot.

Travail. — *Voir aussi* : AFFAIRES ETRANGERES.

Travailleurs agricoles (rééquipement ménager). — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Rééquipement ménager.

Travaux publics.

DECORATION ARTISTIQUE.

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

S. 1949-1950, n° 114 : Proposition de M. Mazereel.

U

Universités (traitements). — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

V

Vacances. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Vacances des travailleurs. — *Voir* : TRAVAIL.

Véhicules à moteur. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.